Institut Veblen
pour les réformes économiques

LETTRE DE L'INFORMATION, JANVIER 2014

DANS CE NUMÉRO :

- L'Alternative (Philippe Frémeaux, Wojtek Kalinowski & Aurore Lalucq)
- Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro (Par James K. Galbraith, Stuart Holland & Yanis Varoufakis)
- Commerce équitable et filières durables : outils pour réguler la mondialisation agricole (Fanny Coustaline)
- Développement endogène et monnaies complémentaires en Afrique (Tristan Dissaux)
- Finance solidaire et monnaie locale : le cas Palmas (Camille Meyer)
- L'évaluation de l'apport de l'économie sociale et solidaire (Philippe Frémeaux)
- Quelle France dans dix ans voulons-nous ? (Claude Alphandéry et Philippe Frémeaux)
- Sur le blog : "actif carbon", cet étalon-vert de Michel Aglietta (Wojtek Kalinowski)

L'alternative

L'introduction de Transition écologique, mode d'emploi*, Alternatives Economiques/Les Petits Matins, janvier 2014*

Les auteurs de cet ouvrage ne sont pas de ceux qui s'estiment plus profonds en annonçant le pire. Au contraire, notre conviction partagée, à *Alternatives Économiques* comme à l'Institut Veblen, est que la vraie lucidité consiste à rechercher des solutions et non à se faire le chantre de la catastrophe annoncée. Il n'en demeure pas moins qu'en ce début de xxie siècle l'humanité fait face à une alternative majeure : il lui faut s'engager dans la transition écologique tant qu'il en est temps ou continuer à foncer dans le mur comme si de rien n'était, sachant qu'un tel choix nous promet un retour à la barbarie.

C'est un fait, si nous ne parvenons pas à infléchir radicalement les tendances actuelles, nous allons vers des lendemains qui font peur. Les pénuries de ressources qui s'annoncent et les conséquences à venirdu changement climatique provoqueront des crises majeures : guerres pour contrôler les dernières gouttes de pétrole, vagues massives de réfugiés climatiques, pénuries de ressources alimentaires multipliant les victimes de la malnutrition et les famines, et bien entendu, en réaction à ces évolutions, exacerbation des tensions sociales bousculant des démocraties déjà fragilisées par la crise économique et sociale.

Pourtant, le pire n'est jamais sûr. Il nous est encore possible de concilier le nécessaire et le souhaitable à condition de rompre avec les logiques actuelles. L'enjeu n'est pas de renoncer au progrès ni au bien-être, mais au contraire de proposer une nouvelle vision du progrès en rupture avec un modèle économique dont la résilience est nulle, parce qu'il suppose une consommation effrénée de ressources non renouvelables et provoque une déstabilisation bientôt incontrôlable des équilibres climatiques.

Nous avons voulu montrer dans cet ouvrage que des solutions existent, qu'elles sont même à notre portée. Les obstacles sont nombreux mais renvoient finalement autant à la qualité de nos démocraties qu'aux difficultés matérielles. S'engager dans la transition écologique, c'est en effet à la fois un objectif et une méthode. Il s'agit d'aller vers une société où la démocratie serait renouvelée et étendue, une société plus douce à ses membres, moins inégalitaire, plus attentive aux besoins de tous et de chacun. On voit ici que le projet de société qu'il nous faut construire ne se résume pas au changement de notre modèle économique et de nos modes de vie et de consommation. C'est d'ailleurs à cette condition qu'on parviendra à rendre non seulement acceptable mais désirable un modèle remettant à sa place la consommation de biens matériels pour laisser le champ libre à une quête renouvelée du bien-être, du bien-vivre individuel et collectif.

Philippe Frémeaux, Wojtek Kalinowski et Aurore Lalucq

Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris

www.veblen-institute.org

@VeblenInstitute

Vient de paraître

Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro

Par James K. Galbraith, Stuart Holland et Yanis Varoufakis
préface de Michel Rocard
Les Petits Matins/Institut Veblen, janvier 2014

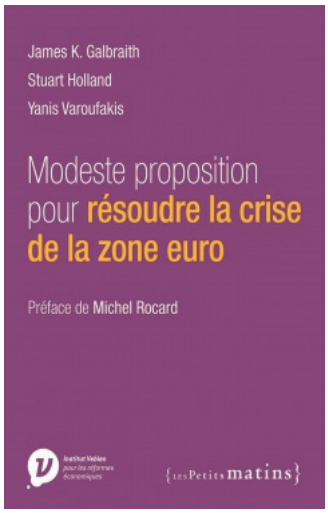
Confrontée à une crise économique et sociale majeure qui nourrit la montée des nationalismes, la zone euro n'a plus droit à l'erreur. Il faut agir et vite !

Comment ? D'abord en partant du bon diagnostic. Non, le problème majeur n'est pas la dette. Celle-ci n'est que le symptôme d'un mal plus profond : l'architecture défaillante de la zone euro. Face à l'urgence, il faut se montrer réaliste : on ne va pas changer les traités et rouvrir des débats source de division.

Tout l'intérêt de ce petit ouvrage est de formuler une proposition immédiatement applicable pour sortir de la crise, s'inscrivant dans le cadre institutionnel actuel et propre à remettre la zone euro sur la voie de la prospérité.

Préface

« Modeste Proposition » : j'adore ce titre. De fait, la proposition est modeste. Modeste en ce qu'elle ne demande la modification d'aucun traité. Modeste aussi en ce qu'elle n'affronte directement aucune position souveraine d'un grand État, et notamment pas celle de l'Allemagne.
Modeste enfin en ce qu'elle prend l'apparence de quelques procédures d'ingénierie financière, toutes choses égales par ailleurs, sans ouvrir de tonitruant débat entre des principes fondamentaux mais contradictoires.
Mais elle n'est modeste ni par l'ambition, ni par l'intelligence, ni non plus – et moins encore peut-être – par l'enjeu. L'ambition, elle est contenue dans les termes du titre « résoudre la crise
de la zone euro ». Rien de moins. Cette crise, nous nageons dedans depuis cinq ou six ans. Chacun des bricolages qu'ont successivement subis les mécanismes, les procédures et les institutions de solidarité qui entourent l'euro a provoqué de nouvelles secousses et conduit à un nouvel état des choses pas toujours considéré comme durablement rassurant par bien des acteurs.
Même si l'imminence de la crise paraît s'être quelque peu éloignée, le fait d'avoir un peu partout aggravé l'endettement public pour limiter les risques entraînés par l'immense krach financier des années 2006-2008 n'en laisse pas moins peser, de manière permanente, une menace sur l'endettement public en euros dans beaucoup des dix-huit pays qui se sont dotés de cette monnaie, et donc sur l'euro lui-même. Cette menace ne vise pas qu'une monnaie, elle vise par là l'effort de civilisation que font ces dix-huit nations pour se redonner une force collective à la hauteur de leur histoire. Elle est par là géopolitique et mondiale. L'ambition de la vaincre ne l'est pas moins.
L'intelligence est à la hauteur de l'ambition. Combinant des savoirs rarement appelés à faire converger les plus sophistiqués de leurs enseignements, qu'il s'agisse de la macro-économie, de la science financière ou du droit de la finance publique, la proposi-tion conjugue l'usage subtil des marges d'autonomie laissées à quelques acteurs par des traités tout entiers inspirés par de multiples méfiances entre les États signataires comme entre ces États et les institutions qu'ils créent, avec les intuitions majeures d'une science économique bien malmenée depuis des décennies par les autorités monétaristes. Cette proposition affirme alors l'improbable: il pourrait bien y avoir une solution.


James K. Galbraith
Stuart Holland
Yanis Varoufakis
Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro
Préface de Michel Rocard
les Petits matins

Je laisse au lecteur la surprise et le plaisir de la découverte. Tout ce que je peux dire est que je n'ai trouvé aucune objection dirimante qui paraisse rendre la chose impossible.
Quant à l'enjeu, il est plus grave encore s'il se peut. Il est tout simplement de savoir si l'Europe entière est condamnée à une récession dramatique par les effets implacables d'une évolution économique qui ne lui laisse aucun choix sinon celui du déclin, ou si une autre vision des mécanismes économiques et de leurs règles peut ouvrir des perspectives moins alarmantes. C'est à cet enjeu-ci que les États destinataires de cette « Modeste Proposition » doivent répondre. Le prix de la nécessaire réponse positive est la destruction des dangereux tabous malthusiens qui sont en train de nous condamner.

Michel Rocard
Premier ministre de juin 1988 à mai 1991, Michel Rocard a été député européen de 1994 à 2009 et sénateur de 1995 à 1997.

Commerce international et filières durables

Fanny Coustaline

Comment réconcilier le commerce mondial des matières premières agricoles avec les objectifs du développement durable et de lutte contre la pauvreté ? En absence d'une vraie régulation publique à l'échelle de la planète, cette note propose plusieurs voies pour améliorer l'univers existant de normes sanitaires, environnementales et sociales :

- une collaboration plus étroite entre acteurs publics et privés dans les processus d'élaboration et de révision des normes ;

- l'inclusion des pays en développement dans les processus de décision ;

- une meilleure coordination et intégration des labels pour réduire les coûts et la complexité des certifications multiples ;

- enfin, le développement d'outils pour mesurer l'impact réel des démarches dites « durables ».

En 2007, le commerce international représentait plus de 60% du PIB mondial, contre moins de 30 % au milieu des années 1980. Si la multiplication des échanges crée des emplois dans nombre de pays en développement, ce n'est pas toujours au service du bien-être social ; en attestent les scandales à répétition comme celui des suicides des travailleurs de l'usine de Foxconn (fournisseur d'Apple) dans les années 2007-2010, ou, plus récemment, celui des usines textiles de Bangladesh. La priorité est aujourd'hui à l'intégration des questions sanitaires, environnementales et sociales dans les régulations des échanges et les négociations internationales.

La tâche est urgente notamment dans le cas du commerce des produits agricoles, filières qui cumulent tous les enjeux du développement durable et de la sécurité alimentaire. L'agriculture sera confrontée à tous les grands défis écologiques : changement climatique, conservation des habitats naturels, protection des espèces en danger et de la biodiversité… Ces enjeux se posent avec une acuité particulière dans les pays les plus pauvres, où 80% de la population vit en zone rurale et dépend de l'agriculture pour leur survie, les petites exploitations agricoles familiales fournissant jusqu'à 80 % de la nourriture. C'est aussi dans ces pays que la croissance démographique est la plus forte : en 2050, l'Afrique subsaharienne représentera 22% de la population mondiale et l'Europe ne représentera plus que 6,5%. Toutes ces mutations placent les filières agricoles au cœur des défis de ce siècle.

Lire la suite.

Développement endogène et monnaies complémentaires sur le continent africain

Tristan Dissaux

Les monnaies locales et complémentaires peuvent-elles offrir une voie de développement alternative aux économies africaines, encore largement informelles et mal servies par la monnaie-crédit des banques privées ? Crédit mutuel en Afrique du Sud, systèmes d'échange locaux au Kenya, monnaies régionales au Sénégal, monnaie-temps en Tunisie… Les premières expériences semblent plutôt prometteuses, mais les études empiriques manquent pour en faire un bilan précis.

L'émergence des monnaies sociales et complémentaires a surtout été étudiée et commentée dans les pays occidentaux puis en Amérique du Sud, suivant l'histoire de leur diffusion. Pourtant, le continent africain assiste lui aussi, depuis une décennie environ, à l'apparition de dispositifs monétaires alternatifs. La présente note passe en revue quelques expériences récentes en la ma-tière, et discute le potentiel de ces monnaies pour mettre l'économie africaine sur la voie d'un développe-ment plus endogène.

Lire la suite.

Finance solidaire et monnaie locale : le cas Palmas

Camille Meyer

Souvent montrée en exemple comme une innovation monétaire utile dans la lutte contre la pauvreté, la monnaie locale Palmas reste pourtant mal connue, notamment en dehors du Brésil. Sa circulation effective et son effet multiplicateur restent timides, mais sa mise en place a néanmoins permis de renforcer le développement endogène du quartier.

La monnaie Palmas fait partie d'un effort plus vaste de relocalisation des achats des habitants au sein de la communauté. L'objectif a été largement rempli_: la concentration des revenus a permis de faire circuler la richesse localement et de générer davantage de débouchés pour les producteurs locaux. Ce potentiel est stimulé par le fait que la monnaie est articulée autour de services financiers adaptés aux besoins des habitants du Conjunto Palmeiras. De plus, elle bénéficie de l'esprit de quartier et de la solidarité du mouvement social qui est à sa base.

Toutefois, si la monnaie locale jouit d'une certaine confiance des commerçants et est connue par les consommateurs, peu d'usagers l'utilisent effectivement.

Lire la suite.

L'évaluation de l'apport de l'économie sociale et solidaire

Philippe Frémeaux

Commandité par le Ministre délégué en charge de l'Économie sociale et solidaire et de la Consommation, ce rapport de mission débouche sur trois groupes de proposition :

– développer, au niveau macroéconomique, de nouveaux outils et indicateurs de richesse permettant de mieux apprécier l'évolution du bien-être individuel et collectif et d'associer à leur définition les différentes composantes de la société et les citoyens afin de les mettre en débat le plus largement possible. L'enjeu n'est pas ici d'évaluer spécifi-quement « l'apport de l'ESS », mais d'apprécier dans quelle mesure le système économique et social satisfait ou non les objectifs d'utilité sociale que l'ESS doit poursuivre.
– développer les enquêtes assurant une meilleure connaissance de l'ESS. Il serait ainsi souhaitable de poursuivre et améliorer les travaux de quantification permettant de mesurer la contribution de l'ESS à l'emploi et au PIB, de mieux évaluer l'apport du bénévolat, d'analyser la qualité des pratiques de l'ESS dans le domaine du travail et de l'emploi, la spécificité des résultats économiques des organisations de l'ESS, la qualité de la gouvernance, l'objet social des organisations de l'ESS, les sources de financement. Il serait enfin nécessaire de considérer la production de données sur l'ESS comme une mission de service public pour les services statistiques de l'État. Enfin, il serait également nécessaire d'encourager les recherches en sciences sociales sur ce sujet.
– ne pas sous-estimer la difficulté et les risques liés à tout processus d'évaluation, notamment concernant l'utilité sociale des organisations de l'Economie sociale et solidaire. L'action publique gagne en qualité quand sa définition associe la société dans ses différentes composantes, quand elle fait l'objet d'une évaluation pluraliste, et quand elle réunit une large diversité d'acteurs pour produire les biens communs dont bénéficient les habitants des territoires. S'il est légitime d'évaluer les organisations de l'ESS qui concourent à la production des biens publics dans un contexte marqué par la volonté conjointe de l'ESS et des pouvoirs publics d'en assurer le changement d'échelle, l'utilisation de certaines techniques d'évaluation risque de réduire l'autonomie créative des organisations de l'ESS et les conduire à se centrer sur la seule satisfaction d'indicateurs et de mesures qui, dans le meilleur des cas, seront réducteurs, et, dans le pire des cas, trompeurs.

Lire la suite.

Quelle France dans dix ans voulons-nous ?

Claude Alphandéry et Philippe Frémeaux

La contribution du Commissariat général à la stratégie et à la prospective au séminaire gouvernemental du 19 août dernier « Quelle France dans dix ans ? » s'inscrit dans une perspective volontariste, fondée sur un état des lieux réaliste des contraintes qui s'imposent au pays et des atouts dont il dispose.

Nous pensons cependant qu'elle demeure fondamentalement enfermée dans une vision qui se place du point de vue de l'offre, qui n'interroge pas les finalités de l'activité économique et n'intègre pas les contraintes écologiques.
Comment faire aller de pair la quête d'un mieux « vivre ensemble » et un développement soutenable et compétitif ? C'est à ce défi qu'il faut répondre, un défi qui passe par de nouvelles approches de l'emploi, du développement, des approches ancrées dans les territoires, soucieuses d'associer et mobiliser toutes les parties prenantes.

Les initiatives portées par l'économie sociale et solidaire y contribuent déjà. Elles peuvent y contribuer plus encore demain.
La contribution du Commissariat général à la stratégie et à la prospective s'inscrit dans une perspective volontariste, fondée sur un état des lieux réaliste des contraintes qui s'imposent au pays et des atouts dont il dispose. Nous pensons cependant qu'elle demeure fondamentalement enfermée dans une vision qui se place du point de vue de l'offre, qui n'interroge pas les finalités de l'activité économique et n'intègre pas les contraintes écologiques.

Lire la suite.

Sur le blog :

« Actif carbone », cet étalon-vert de Michel Aglietta

Wojtek Kalinowski

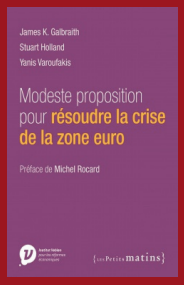
La transition écologique peut-elle être une affaire rentable ? La question planait sur la séance qui s'est tenue récemment au Centre d'économie de Sorbonne autour de Gaël Giraud et Michel Aglietta.

Les deux économistes y sont revenus sur des propositions qu'ils diffusent depuis quelques temps déjà : une « Société de financement de la transition » (SFT) dans le cas de G. Giraud ; un « actif carbone » dans le cas de Michel Aglietta. Les deux propositions méritent d'être diffusées et mises en débat.

La première proposition décrit un montage financer public-privé permettant d'émettre de nouvelles obligations sans alourdir la dette publique. La deuxième est plus fondamentale car elle s'attaque aux prix relatifs et introduit un actif nouveau.

Lire la suite.

Dernières publications


James K. Galbraith
Stuart Holland
Yanis Varoufakis
Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro
Préface de Michel Rocard

Modeste proposition pour résoudre la crise de la zone euro

James K. Galbraith, Stuart Holland et Yanis Varfoufakis
Préface de Michel Rocard

Face à la crise de la zone euro, il faut se montrer réaliste et pragmatique : un changement des traités européens ce n'est pas pour demain. Ce livre formule une proposition immédiatement applicable, s'inscrivant dans le cadre institutionnel actuel et propre à remettre la zone euro sur la voie de la prospérité.

A paraitre 2 janvier 2014

Une co-édition Petits Matins/Institut Veblen

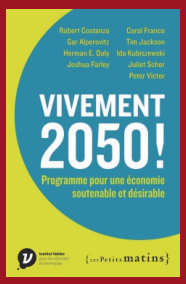
Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous

Richard Wilkinson et Kate Pickett
préface de Pascal Canfin

Les pays les plus inégalitaires sont aussi ceux où les taux de maladie mentale, de mortalité infantile, d'obésité, de déscolarisation, de grossesse précoce et de criminalité sont les plus élevés. « L'intuition de John Steinbeck selon laquelle "une âme triste vous tue beaucoup plus vite qu'un germe" est désormais confirmée par des études épidémiologiques ».

Novembre 2013.

Une co-édition Petits matins/Institut Veblen, en partenariat avec Etopia



Vivement 2050 ! Programme pour une économie soutenable et désirable

Robert Costanza, Gar Alperovitz, Herman E. Daly, Joshua Farley, Carol Franco, Tim Jackson, Ida Kubiszewski, Juliet Schor, Peter Victor, Les petits matins - Institut Veblen, mai 2013.

Les principes qui fondent l'économie mondiale doivent changer, et vite ! La bonne nouvelle est qu'il serait possible de satisfaire les besoins de tous, de concilier le nécessaire et le souhaitable, et de vivre mieux dans une économie rendue enfin durable.

Mai 2013

Une co-édition Petits matins/Institut Veblen

L'économie verte en trente questions

Alternatives Economiques Poche n°61 mars 2013

La triple crise économique, sociale et écologique nous invite à questionner les finalités de l'économie. Que doit-on produire ? En mobilisant quelles ressources ? Avec quels résultats ? Comment aller vers un nouveau plein emploi ? C'est à ces questions que répond ce hors-série poche.

En partenariat Institut Veblen/Alternatives Economiques

Abonnez-vous à notre newsletter sur :

www.veblen-institute.org

Suivez-nous sur Twitter :

@VeblenInstitute

Mission
L'Institut Veblen promeut la transition écologique et sociale. Il anime le programme IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie), initié par la Fondation Charles Léopold Mayer en vue de faire émerger de nouvelles propositions dans le domaine de l'économie.

Publications
Les notes Veblen présentent les travaux de l'Institut et de ses partenaires. Suivez nos productions sur le site ou par twitter.

Chercheurs associés
Robert Costanza, Carol Franco, Ida Kubiszewski, Pascal Petit, Geoffrey Pleyers, Philippe Roman, Bruno Théret, Géraldine Thiry, Jean-Michel Servet…

Equipe exécutive
Wojtek Kalinowski
Aurore Lalucq

Conseil d'administration
Philippe Frémeaux (président)
James Galbraith (vice-président)
Patrick Hébert (trésorier)
Jérôme Blanc (secrétaire)

Nous contacter
Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris
France
Tel : + 33(0)1 43 14 75 75
Fax : + 33(0)1 43 14 75 99
E-mail : contact@veblen-institute.org